NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

62 N° 5 1935

La tragédie de l'Eglise évangélique (4)

Pierre DELATTRE

p. 496 - 508

https://www.nrt.be/it/articoli/la-tragedie-de-l-eglise-evangelique-4-3510

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

LA TRAGÉDIE
DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE

(suite)

VII. La neutralité de l'État.

A quelles influences le Dr Jäger avait-il cédé en écrivant à l'évêque d'empire la lettre qu'on a lue au terme de l'article précédent ? De cette « démission », quelles étaient exactement la valeur et la portée ? Jäger se retirait-il vraiment, désavoué comme l'avaient été Krause, Hossenfelder, Oberheid ? ou bien ne fallait-il voir dans cette retraite simulée qu'une manœuvre destinée à dégager le Rechtswalter des positions trop avancées où sa passion l'avait jeté ? Toutes ces questions travaillaient les membres du Synode confessionnel de la province de Brandeburg quand, le samedi 27 octobre, ils se réunirent à Berlin-Dahlem. Dans la pensée des plus perspicaces, le document Jäger dissimulait simplement un piège. On savait le Rechtswalter en conflit déclaré avec le Dr Kinder président des Chrétiens allemands, plus encore sur le chapitre : idées religieuses et but de la réforme ecclésiastique, qu'à cause des méthodes fort peu cléricales introduites par le Directeur des Cultes dans le gouvernement central de l'Église. Qu'une crise sérieuse divisât les Chrétiens allemands, on en avait d'ailleurs la preuve dans le ralliement chaque jour plus considérable des éléments modérés de ce mouvement à l'église confessionnelle. Müller, créature des Chrétiens allemands, dont l'appui lui était indispensable, croyait vraisemblablement devoir encore une fois jeter du lest et se débarrasser d'un personnage compromettant; il renouvelait le geste qui l'avait séparé d'Hossenfelder, puis d'Oberheid, mais sa conduite à l'égard de l'Église en serait-elle cette fois modifiée ? Rien ne portait à le croire.

En termes énergiques, le pasteur Niemöller insistait donc pour qu'on demeurât sur l'expectative. « L'église confessionnelle constituait seule l'église évangélique allemande : à aucun prix elle ne devait se prêter à un compromis. La démission de Jäger comme Rechtswalter ne suffisait pas pour justifier les pourparlers : l'abdication de Müller devait être exigée comme une condition préalable sine qua non. Le 19 octobre précédent, le Synode confessionnel siégeant à Dahlem, un orateur chrétien allemand avait déclaré, au milieu d'une grande assemblée évangélique, tenir de Müller en personne qu'aussitôt le serment de l'évêque d'empire reçu par le chancelier, toutes les attaques contre le gouvernement central de l'Église seraient considérées comme des actes d'hostilité à l'égard du régime lui-même; il y avait tout à parier que la démission du Dr Jäger — affaire d'ordre intérieur intéressant uniquement le gouvernement central de l'Église — n'avait d'autre but que de faciliter cette prestation de serment visiblement retardée par le chancelier mécontent. »

Les membres du Synode en échangeant ces vues ne se trompaient guère. A l'heure même en effet où l'évêque d'empire donnait lecture aux évêques réunis de la lettre du Dr Jäger, celui-ci prévenait dans une autre les membres du gouvernement central de l'église qu'il continuait à se considérer comme Rechtswalter, et qu'il se réservait à l'avenir comme dans le passé la solution de toutes les questions législatives et administratives. Comme le vice-président de l'Union chrétienne allemande, Christiansen, regimbait, Jäger, passant aux actes, le suspendait de ses fonctions par mesure disciplinaire, et avec si peu de formes qu'aussitôt les deux autres représentants des Chrétiens allemands dans le gouvernement de l'Église, Birnbaum et Langmann, se solidarisaient avec leur collègue. En poussant ainsi à l'aigu le conflit, Jäger croyait mettre l'évêque d'empire dans l'obligation de choisir entre les Chrétiens allemands, ses adversaires, et les pouvoirs publics que, directeur des cultes au ministère prussien, il représentait au sein du gouvernement central : le samedi 27 octobre, la situation était donc extrêmement tendue au cœur même de l'église d'État.

Très attaché au Dr Jäger à cause des avantages personnels qu'il avait tirés de sa collaboration — ne lui devait-il pas cette récente intronisation solennelle toujours retardée depuis un an ? — mais préoccupé plus encore des difficultés auxquelles il allait se heurter dans le choix d'un nouveau Rechtswalter, Müller comprenait surtout fort bien qu'une rupture avec les Chrétiens allemands signifiait l'échec de la réforme de l'Église poursuivie en commun depuis un an, et que les jours de son propre pontificat seraient comptés. Les Chrétiens allemands d'ailleurs, s'ils s'engageaient à fond contre Jäger, mettaient entièrement hors de cause l'évêque d'empire : n'ayant non plus absolument personne pour remplacer Müller, ils tenaient d'autant plus à lui qu'on le savait toujours aussi avancé dans les bonnes grâces du Reichsführer. A l'heure où, si peu de créance que la nouvelle trouvât parmi les membres du gouvernement central de l'Église, le bruit courait que le chancelier venait de convoquer les trois évêques rebelles à une entrevue privée, on avait tout à perdre à pousser les choses à l'extrême.

Müller cependant traversait des heures pleines d'anxiété. « Les changements de personnels — il ne l'avait que trop bien appris depuis un an et il l'écrirait bientôt dans un message à ses adversaires — n'avaient encore résolu aucune des difficultés avec lesquelles on se trouvait aux prises. La démission de Jäger ne désarmerait pas l'opposition, il en avait la conviction; elle le priverait seulement d'un collaborateur énergique. Aussi, en sollicitant lui-même du Rechtswalter la lettre qui soulevait tant d'émotion, n'avait-il eu l'intention que de forger un instrument diplomatique. Il réservait l'avenir. Tout changea lorsque coup sur coup il apprit les excès de violence auxquels se portait Jäger, et que, sans aucunement le prévenir, le chancelier convoquait réellement, en audience privée, Wurm, Meiser, Mahrarens. Müller savait Hitler fidèle à ses amitiés et que le Reichsführer n'attendait qu'une réconciliation des adversaires pour recevoir le serment qui consacrerait enfin l'évêque d'empire haut fonctionnaire de l'État national-socialiste; mais que le chancelier, depuis longtemps excédé par les troubles qui agitaient l'église

évangélique, se montrât mécontent, il en recueillait depuis quelques jours beaucoup de preuves. Le chancelier voulait l'union des Églises et, de leur part, une active collaboration à son œuvre de restauration; mais par-dessus tout il voulait la paix dans l'empire. S'il avait jeté les yeux sur lui, Müller, c'est qu'il l'avait cru plus apte que d'autres à mettre au service de l'État national-socialiste une église évangélique une et forte ? Allait-il maintenant se retourner vers ses adversaires, sachant parfaitement que l'opposition au régime ne jouait aucun rôle dans le conflit ? Entre Hitler et Jäger, Müller ne pouvait hésiter... Jäger fut congédié... Quelques jours encore et le dictateur laïc qui, en quelques mois, avait jeté bas toute l'ancienne organisation de l'église évangélique allemande, jusqu'aux principes de la constitution du 11 juillet 1933, devrait également renoncer au poste de directeur qu'il occupait au ministère des Sciences, Arts et Cultes.

Conscient de son côté qu'il traversait des heures décisives, le *Conseil des Frères* avait, pour affirmer plus fortement encore sa résolution de tenir tête jusqu'au bout à l'évêque d'empire, à son Gouvernement central, à l'Union des Chrétiens allemands, transporté entre le 15 et le 25 octobre son siège social de Bad-Oeynhausen, petite ville d'eaux hanovrienne où demeurait son président le Dr Koch, à Berlin même. Faisant maintenant un pas de plus, il change son titre de Conseil des Frères en celui de *Conseil de l'église évangélique* et, sous l'inspiration de Niemöller, proclame le Synode confessionnel dépositaire des pleins pouvoirs. La consigne est maintenant de passer à l'offensive pour rétablir dans l'Église l'autorité du Christ son seul Maître. A l'égard du clergé chrétien allemand, la tactique sera de rappeler sans cesse, mais fraternellement, les pasteurs aux promesses de leur ordination : on ne rompra qu'avec les éléments systématiquement hostiles.

Le dimanche 28 octobre, dans les principales églises de Berlin, des foules se pressent qui en occupent jusqu'aux dernières places. On a vu Meiser dans Berlin; on sait Wurm attendu. Tous espèrent contempler de leurs yeux ces con-

fesseurs de la foi. Ni Meiser, ni Wurm, ni Mahrarens cependant ne paraissent. L'église confessionnelle n'est point pour les manifestations théâtrales : c'est de Dieu seul qu'elle attend sa liberté. Son mot d'ordre se formule ainsi : « La réforme de l'Église doit venir d'elle-même, jaillir de son intérieur, mûrir comme un fruit de la Parole de Dieu évangéliquement annoncée. Les préoccupations d'organisation extérieure, l'intervention d'autorités humaines, violentes surtout, ne peuvent que donner le change et nuire à l'action du Christ dans les âmes ». En ce dimanche 28 octobre où ils paraissent dans les premières chaires de Berlin, c'est toute l'impression que s'étudient à produire sur leurs auditoires, Jacobi, Asmussen, Dibelius, Breith, et les autres. Aucune déclamation, aucune allusion au conflit qui divise l'Église; rien qui trahisse des animosités humaines, mais un commentaire positif, profond, chaud, de quelques paroles du Christ. Le prêche achevé, les orateurs donnent lecture du message du Synode confessionnel (20 octobre), puis ils invitent les fidèles à une grande assemblée évangélique, où, le jeudi 8 novembre, trois étoiles de l'église confessionnelle : Koch, Niemöller, Jacobi, parleront, dans le grand hall des expositions, sur *la paix dans l'église*. A Dahlem seulement, où siège le Synode de Brandeburg, Niemöller précise la situation créée par la démission de Jäger. Un facteur capital de division a été écarté du conflit : cela ne suffit malheureusement pas pour parler de solution ni de paix. Personne ne peut encore savoir si cette décision apportera une détente ou une recrudescence de violences. Il est même possible que l'église soit demain plus brutalement encore courbée sous le joug. Et Niemöller exhorte l'assemblée à rester ferme dans la foi, dût l'avenir voir se réaliser les plus sombres pronostics.

Hors des temples cependant l'agitation est partout. Dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27, sans même avertir le ministère ecclésiastique, le ministère de l'intérieur pour l'empire a rapporté d'autorité toutes les mesures prises contre les évêques Wurm, Meiser, Mahrarens, qu'il réintègre dans leurs fonctions. Des télégrammes leur sont envoyés, qui les con-

voquent à Berlin pour une entrevue avec le chancelier. Immédiatement Meiser prend le train; Wurm, lui, s'excuse de ne pouvoir déférer à l'invitation du chancelier parce que, dit-il, « aux arrêts de rigueur, sous la surveillance de la police, ainsi que ses deux secrétaires, il ne peut quitter sa demeure ». L'ordre, on le pense bien, revient aussitôt à la police de Stuttgart de remettre à l'instant Wurm et ses secrétaires en liberté. A Marburg, le professeur Dr von Soden apprend également qu'il est réintégré dans ses fonctions de professeur d'Écriture Sainte à l'Université. Il n'en faut pas plus pour imprimer à la campagne que l'église confessionnelle mène partout contre l'évêque Müller, une rare intensité. De tous côtés, évêques et associations, Meiser, Wurm, Mahrarens, Zänker, de Breslau, le conseil de l'église évangélique, l'union Gustave Adolphe, le comité central des unions missionnaires, le conseil supérieur de l'association Martin Luther, beaucoup d'autres encore, assiègent Müller de requêtes pour qu'il se sacrifie à la paix et au bien de l'église. Dans l'attente du mardi 30, Wurm, Meiser et Mahrarens, se concertent avec le Conseil de l'église évangélique sur la réponse à faire à cette question que leur posera vraisemblablement le chancelier : « Quelles sont les conditions du rétablissement de la paix et de l'unité dans l'église évangélique ? »

Le mardi 30 se lève, et presque à la même heure où Jäger quitte définitivement le ministère des Sciences, Arts et Éducation, les trois évêques sont introduits dans le cabinet où les attend le chancelier. A peine a-t-il salué en eux « trois personnalités éminentes de l'église évangélique », qu'Hitler passe aux déclarations de principes. « Il regrette, dit-il, de voir l'église évangélique, dans laquelle le national-socialisme avait mis tant d'espoir pour la restauration de l'empire, donner le spectacle de pareilles divisions intérieures... L'État national-socialiste n'a aucun intérêt à se mêler de ces problèmes qui ne le concernent pas... Il n'interviendra certainement pas par la force pour amener une solution ». L'entrevue, amicale, et sur laquelle les intéressés resteront très discrets, s'achève sans

leur fournir aucune occasion de développer les propositions étudiées par le Conseil de l'église évangélique. Du ministre Frick ils apprennent seulement que l'ordre formel a été donné aux organisations du parti national-socialiste ainsi qu'à la police secrète de ne plus intervenir. « Dans les affaires religieuses, l'État tient à observer la plus stricte neutralité ».

Si négatif que pût paraître le résultat de l'entrevue, il n'en était pas moins considérable. Le gouvernement d'empire sortait dégagé d'un conflit où il n'avait jusqu'à présent que compromis sa dignité et sa popularité. Müller, d'abord hésitant sur la conduite à tenir, avait congédié Jäger et resserré ses liens avec les Chrétiens allemands. Le Conseil de l'église évangélique, lui, se sentait stimulé dans sa résistance par le désaveu apparemment infligé au gouvernement central de l'église. Si vraiment, comme les amis de l'évêque d'empire en répandaient le bruit, Hitler s'était proposé, en recevant les trois évêques, de préparer une réconciliation entre les deux partis, il fallait convenir qu'il avait au contraire travaillé à rendre plus infranchissable que jamais le fossé qui les séparait. A quiconque en outre se rappelait les discours de décembre et janvier 1933, les chefs nationaux-socialistes révélaient des désillusions dont beaucoup ne les croyaient pas travaillés à ce point. L'écho n'était pas encore éteint des menaces proférées à Trèves et à Cologne par Goering, à Berlin par Hitler. « L'État voulait l'union des Églises et leur collaboration. Si les milieux ecclésiastiques ne parvenaient pas à établir eux-mêmes cette unité, les pouvoirs publics s'en chargeraient, et ils sauraient bien en trouver les moyens... » Et voilà qu'aujourd'hui, au moment même où le conflit atteignait un degré suprême d'acuité, le chancelier déclarait s'en désintéresser, et il proclamait la neutralité de l'État dans les affaires religieuses, comme étrangères à ses intérêts : les synodes confessionnels avaient-ils jamais formulé d'autres vœux ?

On n'allait pas tarder à connaître quels mobiles poussaient le chancelier à modifier ainsi son attitude. Vers le milieu d'octobre, tous les Gauleiter nationaux-socialistes de l'Allemagne

du sud, convoqués à Munich, en assemblée secrète, avaient été invités à donner librement leur avis sur l'attitude qu'il convenait au parti d'adopter dans le conflit des Églises. A la presque unanimité, ils avaient exprimé le désir que le Führer prescrivît une absolue neutralité. Le directeur de la presse du parti, von Deppen, chargé du rapport, avait ainsi formulé ses conclusions : « Ou bien il faut s'engager résolument, à fond, contre l'église confessionnelle : ce qui ne va pas sans de graves dangers intérieurs et extérieurs ; ou bien il faut se résigner à une attitude de neutralité absolue. Cette seconde solution équivaut évidemment, dans les circonstances actuelles, à encourager la résistance de l'église confessionnelle : par ailleurs elle présente l'avantage de rendre confiance dans le régime à beaucoup de milieux assez refroidis à son égard ». Sur le conseil du ministre Frick, Hitler avait donc retiré toute compétence au ministère prussien des Sciences, Arts et Éducation et confié la surveillance du conflit ecclésiastique au ministère de l'Intérieur pour l'Empire. Le directeur Buttmann, dont l'expérience en ce genre de questions s'était mûrie au cours des tractations relatives au concordat, remplacerait le Dr Jäger. Tous ses efforts devaient tendre à procurer un apaisement. Ainsi, en déclarant aux trois évêques que « l'État n'interviendrait plus dans le conflit », Hitler, en réalité, n'entendait nullement se désintéresser de son évolution. On l'allait bien voir. Müller, rassuré, reprit courage.

Le mercredi 31 octobre, fête de la Réformation, le Dr Kinder, préoccupé de prouver à l'église confessionnelle que les Chrétiens allemands entendent toujours présider aux destinées de l'église évangélique, prend l'offensive. La constitution, préparée sous la direction du pouvoir central par la Commission constitutionnelle, de concert avec des associations d'hommes, de femmes et de jeunes gens, se trouvant au point, il publie ce travail d'ensemble, de grande envergure, qui expose dans le plus grand détail l'organisation de l'église évangélique allemande telle que la conçoivent les Chrétiens allemands. Un appel à toute l'église évangélique clôt le document. Mais le lendemain,

comme pour mieux dévoiler l'impuissance où se débat le gouvernement central ecclésiastique, l'évêque de Bade, Kühlewein, celui-là même qui a finalement présidé à l'intronisation solennelle de Müller dans le *Dom* de Berlin, refuse de siéger au conseil épiscopal constitué par le Dr Jäger, et l'évêque de Hesse, Dietrich, ami personnel du Rechtswalter congédié, donne également sa démission. En même temps, le bruit court que Müller en personne se prépare à abdiquer, et comme pour accréditer la nouvelle, celui-ci parle ouvertement de partir en congé « pour raison de santé ». Le nom du futur évêque d'empire est déjà sur toutes les lèvres : Mahrarens de Hanovre. En l'invitant, avec Wurm et Meiser, aux entretiens confidentiels du mardi 30 octobre, Hitler lui-même ne l'a-t-il pas désigné ? Mahrarens, il est vrai, n'appartient pas au Conseil de l'église évangélique qui, certainement, lui préférerait Bodelschwing, mais depuis longtemps il figure au premier rang des adversaires de Müller. Mais Müller recevra-t-il même un successeur ? La fonction suprême d'évêque d'empire ne va-t-elle pas tout simplement être supprimée ? C'est ce qu'inclinent à croire beaucoup de soi-disant « initiés ».

Amorcées le mardi 30, sous la présidence du ministre de l'Intérieur, des négociations cependant se poursuivent entre délégués de l'Union confessionnelle et représentants du gouvernement central ecclésiastique. Le lundi 5 novembre, elles n'ont encore abouti à aucun résultat. En vain le Dr Frick, le directeur Buttmann, le Dr Kinder se dépensent-ils pour amener un rapprochement; en vain le ministre de l'Intérieur émet-il un instant l'idée singulière de confier le gouvernement de l'église à un triumvirat formé de Müller, Meiser et Wurm : l'opposition reste irréductible. Sur ses lèvres, toujours les mêmes exigences reviennent : « que le gouvernement central de l'église reconnaisse d'abord l'invalidité du Synode national du mois d'août dernier, et qu'il désavoue tous les décrets rendus sous la pression du Dr Jäger ». Frick alors en vient aux menaces et laisse entendre que le gouvernement d'empire, lassé de ces divisions, pourrait bien finir par supprimer tout subside aux

églises opposantes. On lui répond simplement que, pour l'Union confessionnelle, la question matérielle est secondaire. « La confession, voilà l'affaire capitale. Point de repos avant que, dans l'Église, la liberté n'ait été rendue aux communautés; la politique et l'esprit de parti bannis des presbytères; la Parole de Dieu restaurée dans sa dignité et sa pureté. Le Christ seul doit être Maître dans l'église évangélique ».

Aux attaques multipliées contre l'évêque d'empire, les Chrétiens allemands répondent en chargeant Jäger de toutes les responsabilités. « C'est lourdement se tromper que de confondre les Chrétiens allemands avec Jäger... Jamais Jäger n'a appartenu au mouvement... Personne n'était moins Chrétien allemand que Jäger... Dans tout le mouvement on salue avec enthousiasme sa chute qui ouvre enfin la voie à l'union ». A quoi aussitôt les confessionnels répondent que : « les Chrétiens allemands connaissaient très bien les fâcheux antécédents de Jäger quand ils l'ont introduit dans le gouvernement de l'église; qu'ils se sont solidarisés avec lui aussi longtemps qu'ils ont cru le voir résoudre le conflit par la force; qu'aujourd'hui, en réalité, ils lui reprochent surtout d'avoir échoué... Jäger d'ailleurs n'est point seul responsable : en télégraphiant aux évêques de l'Allemagne du sud que le renvoi de Jäger est la meilleure preuve qu'il n'était point d'accord avec le Rechtswalter, l'évêque d'empire oubliait seulement que leurs révocations portaient sa propre signature... ». En conséquence, le mardi 6 novembre, en dépit des pressions qui s'exercent sur eux, Mahrarens, Meiser, Wurm, refusent de paraître au concile épiscopal réuni sous la présidence de l'évêque d'empire. De cette réunion, le plus clair résultat est de souligner encore l'impossibilité d'un compromis.

En province, la situation ne se révèle pas moins confuse. A Hanovre, à Munich, à Stuttgart, Mahrarens, Meiser, Wurm, rétablis dans leurs fonctions sans que le gouvernement ecclésiastique ait été même consulté, ont été accueillis comme des triomphateurs par leurs communautés. Les consignes qu'ils rapportent du Conseil évangélique sont des plus nettes. « Aucun

compte ne doit être tenu par personne de l'évêque d'empire ni du gouvernement central ecclésiastique. Le synode confessionnel reste la seule autorité souveraine de l'Église ». A Stuttgart, Wurm rend aussitôt un décret qui interdit à tous les pasteurs fidèles à sa cause de collaborer en quoi que ce soit avec les pasteurs chrétiens allemands. « Appuyée sur l'Écriture et la Confession, l'*Église substantielle* est convaincue qu'elle aura bientôt raison d'une faction dont toute la force vient de l'appui que lui prête l'État ». Mais si l'attitude des confessionnels est ferme, la résolution des Chrétiens allemands ne lui cède en rien.

Un des premiers actes du Dr Buttmann a sans doute été d'inviter les commissaires épiscopaux nommés par Jäger à se démettre spontanément de leurs fonctions, mais il s'en faut que les Chrétiens allemands acceptent si légèrement leur défaite. A Hanovre, chefs en tête, ils reprennent par des violences qui vont jusqu'à l'effusion du sang, possession de l'hôtel des services ecclésiastiques; à Munich, Meiser se voit obligé de rectifier officiellement un communiqué à la presse du Gauleiter supérieur de Franconie Julius Streicher, dont chaque affirmation est un mensonge; à Stuttgart, en dépit d'un jugement du tribunal qui enjoint au commissaire épiscopal de restituer à l'évêque l'hôtel des services ecclésiastiques, les chefs des Chrétiens allemands refusent de l'évacuer; ils s'y fortifient, et devant tous les appels de Wurm, la police se dérobe en prétextant les instructions formelles qui lui imposent la neutralité. De ces instructions, un peu partout, les Chrétiens allemands, pasteurs en tête, abusent pour troubler les assemblées confessionnelles, et, comme s'il voulait les encourager dans cette voie, Frick, ministre de l'Intérieur pour l'empire, laisse communiquer par Müller, le 9 novembre, dans un message aux communautés et aux curés, un décret qui renouvelle à toute la presse l'interdiction de ne rien publier désormais concernant l'église évangélique allemande. Les jours se succéderont sans qu'aucun journal officiel de l'empire, sans même qu'aucun organe de la presse nationale-socialiste, fasse

mention de ce décret : il n'en sera pas moins obligatoire pour toute la presse religieuse. L'église confessionnelle sait maintenant ce que le chancelier entend par « neutralité de l'État dans le conflit ecclésiastique ».

Ainsi rassuré sur la conséquence des échos que pourraient éveiller ses déclarations, Müller répond le 9 novembre, dans un long message, à toutes les sommations d'abdiquer que « l'opposition » lui a adressées. Élu par le synode national, il ne désertera pas un poste où l'a appelé la confiance de la presque unanimité de l'Église. « On m'a demandé, poursuit-il, d'imiter le Führer et de consulter l'Église par plébiscite. Je m'étonne d'abord d'une pareille suggestion sur les lèvres de ceux-là mêmes qui protestent le plus énergiquement contre l'introduction dans l'église du *Führerprinzip* séculier et de ses méthodes; ils devraient savoir, ceux-là, que, dans l'église, la confiance ou la défiance à l'égard des personnes n'a jamais été un facteur décisif. Un seul principe régit ici les consciences : la responsabilité devant Dieu ». Quelques jours plus tard, le Dr Kinder accepte dans le gouvernement central la succession de Jäger. « Hossenfelder, Werner, Oberheid, Jäger, Kinder : voici bien des noms fameux pour une seule année, écrit alors un pasteur à un ami. Pour différents qu'ils soient, ils n'en couvrent pas moins un système identique : « le système Müller ». Et de ce système voici en résumé la signification : le nivellement des croyances pour que l'église évangélique prépare les voies à une religion d'État allemande et puisse être ainsi mieux utilisée dans la lutte contre Rome. Son but, l'évêque d'empire l'a défini dans le fameux discours de Hanovre : « Un peuple, un État, une Église allemande indépendante de Rome ». Tout cela ne signifie rien autre chose que la capitulation du christianisme devant la nouvelle religion basée sur le sang et le sol ». Le conflit ainsi défini il était clair que, de la part de l'église confessionnelle, aucun compromis n'était possible avec l'église d'État.

A cette résolution de tenir bon, la désignation de Kinder comme Rechtswalter vint encore au milieu de novembre

ajouter de nouveaux motifs. Chef du mouvement des Chrétiens allemands depuis la chute d'Hossenfelder, en vain le Dr Kinder, partisan de la paix, avait-il, dans les derniers temps surtout, multiplié les démarches et les avances auprès de l'église confessionnelle. Désigné par tous les siens pour prendre la succession de Jäger, en vain avait-il longtemps opposé un refus obstiné à leurs instances : pas un instant le Conseil de l'église évangélique n'avait cessé de soulever contre sa nomination tous les milieux. « Le jour, disait-on, où, dans la trop fameuse manifestation du Palais des Sports (novembre 1933), quelques Chrétiens allemands ont laissé entrevoir les vraies fins du mouvement, qu'a fait le Dr Kinder, successeur d'Hossenfelder, pour prévenir la catastrophe ? Il a simplement laïcisé le mouvement en supprimant un mot : *Glaubensbewegung*, mouvement de foi, qui caractérisait l'organisation primitive. Ainsi lui a-t-il été possible d'écarter le danger des divergences religieuses. Mais depuis lors aussi, détourné vers des fins politiques, transformé en parti, le mouvement chrétien allemand s'est ouvert à tous les courants soi-disant religieux. On y a vu des adhérents du professeur Bergmann, tel Eckert, frère du Prévôt de Berlin, occuper des postes élevés. En juin 1934, Kinder a même interdit aux Chrétiens allemands de prendre position contre Rosenberg, un des pires déformateurs du Christ historique. En toutes circonstances d'ailleurs la politique prend chez lui le pas sur les exigences religieuses. Quand, pour avoir contredit l'Oberpresident Kube et rappelé aux fidèles que « la foi n'est pas un produit du sang ni du sol mais un don de l'Esprit-Saint », le pasteur Radtke, de Schneidemuhl, a été frappé de peine disciplinaire, Kinder n'a pas même eu un mot de protestation. Kinder au gouvernement de l'église, c'est le scandale provoqué par Müller simplement doublé. A toutes ses avances le pasteur Assmussen a donc raison de répondre : « Non, car vous n'avez pas la même foi que nous ».

(A suivre)

Enghien. PIERRE DELATTRE, S. I.